Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°145
10 juillet 2022
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Aéroports, écoles, santé, transports : partout manque de personnel et bas salaires !

Fin juin, les travailleurs des aéroports étaient en grève pour dénoncer le manque de personnel, la surcharge de travail et les salaires trop bas. Ceux de Brussels Airlines dénonçaient, entre autres, des journées de 10 à 11h, le manque de repos entre deux services qui rend leur travail pénible et dangereux pour la sécurité de tous ; ceux de Ryanair, les nombreuses heures d'attente entre deux vols, non payées, les « erreurs » incessantes sur leurs fiches de paie…

Le secteur aérien est aussi touché par des grèves en Espagne, en Grande-Bretagne, en France, en Suède… car partout ce sont les mêmes problèmes de dégradation des conditions de travail et de salaires.

Et il n'y a pas que les grèves pour que des milliers de vols soient annulés. Le manque de personnel y contribue beaucoup !

Sous prétexte de la crise du covid, les compagnies aériennes avaient licencié une partie de leur personnel, 1 000 sur 4 000 chez Brussels Airlines. Malgré la reprise des vols et des profits, seule une partie du personnel a été réembauchée, souvent à des conditions inférieures, alors que les compagnies aériennes ont reçu des milliards des États, en soutiens divers et indemnités de chômage temporaire.

Il ne manque pourtant pas de main-d'œuvre ! De très nombreux travailleurs, y compris qualifiés, sont à la recherche d'un emploi et n'en trouvent pas, ou alors seulement en intérim, ou à temps partiel, ou avec des horaires démentiels et des salaires ridicules, même dans les secteurs dit « en pénurie », comme l'Horeca et la construction, où les patrons recherchent soi-disant désespérément du personnel.

La prétendue pénurie de personnel est en réalité le résultat d'une politique d'austérité des entreprises et des gouvernements depuis des décennies.



La suppression d'innombrables emplois au fil des ans, dans le secteur privé comme dans le public, fait que partout les travailleurs sont sous pression, que le travail est épuisant. En plus dès que quelqu'un est absent pour maladie ou en congé, dès qu'il y a un retard dans l'approvisionnement… c'est encore pire !

Cela cause le chaos actuel dans les aéroports et bien au-delà, dans de nombreuses entreprises, dans la santé et les écoles.

Dans les écoles, on ne compte plus les heures de classe supprimées par manque d'enseignants. Certains cours n'ont pas pu être donnés du tout !

Dans la santé, le manque de personnel est criant. Malgré la pandémie et la catastrophe révélée au grand jour, aucune politique n'a été mise en œuvre pour embaucher massivement, avec des contrats, des horaires et des salaires qui permettent de faire le travail correctement. L'épuisement finit par pousser à la démission de nombreux soignants, aggravant le manque de personnel !

Le manque de personnel n'est pas une fatalité, mais une politique de la classe dirigeante. Économiser sur le personnel est un moyen pour les capitalistes d'augmenter leurs profits, et pour les Etats de faire des économies. Et tant pis si le travail est rendu impossible, tant pis si les avions sont cloués au sol, si des usines sont à l'arrêt par manque d'approvisionnement, si les jeunes n'apprennent plus correctement à lire, si les soins de santé sont reportés !

Les capitalistes continuent à faire des économies car c'est le seul moyen de maintenir voire d'augmenter leurs bénéfices en période de crise. Les débouchés dans le monde entier sont saturés. Cela nous conduit droit dans le mur : comment les gens pourront-ils

continuer à acheter s'ils deviennent de plus en plus pauvres ?

Les capitalistes maintiennent ou augmentent leurs bénéfices en étant aussi plus agressifs envers d'autres capitalistes pour les débouchés restants, avec les guerres commerciales, voire les guerres militaires, que cela engendre.

On ne pourra sortir de cette situation qui va vers la catastrophe que par un programme de revendications radical et des luttes sociales larges et déterminées.

Pour faire face au manque de personnel dans les services comme dans les entreprises privées, il n'y a pas d'autre solution que d'imposer l'embauche massive de personnel. Il est même nécessaire d'imposer le partage du travail existant jusqu'à supprimer le chômage.

Les salaires et pensions devront aussi être revalorisées pour permettre à tous de vivre, 2 000 euros net par mois devrait être un minimum.

Bien sûr cela entraînera une baisse des profits ! Des patrons crieront à la faillite ? Que leurs comptes soient publiés et on verra comment et où sont passés les bénéfices précédents !

Pour que ces revendications soient imposées au patronat et aux gouvernements, il faudra que les luttes partielles se généralisent en un mouvement bien plus large.

C'est à cela que les travailleurs conscients peuvent contribuer.



Une envolée de grèves



La vague de grèves qui touche le secteur aérien depuis quelques mois n'est pas près de s'arrêter. Après Ryanair et Brussels Airlines, ce sont Air France, Transavia et le groupe Aéroport de Paris qui ont été touchés. Et cela va continuer tout l'été puisque la compagnie scandinave SAS ou encore Easyjet ont à leur tour déposé des préavis partout en Europe.

Partout les compagnies aériennes avaient demandé aux travailleurs de faire des sacrifices pour survivre au Covid. Maintenant que les vols reprennent et que les profits explosent, les patrons comptent bien continuer à profiter des salaires bas et des conditions de travail indignes malgré les augmentations de prix. L'annulation de leurs vols n'a pas empêché de nombreux passagers de saluer les grévistes : "Je n'avais pas entendu parler de cette grève, mais je la soutiens à 100%. Les gens ont le droit d'avoir des salaires décents, on vit dans un monde de plus en plus cher, avec l'inflation partout. Les gens ont le droit de vivre !"

Grève à Brussels Airlines

Après trois jours de grève durant laquelle les travailleurs avaient distribué des tracts aux passagers, la direction de Brussels Airlines a fini par céder sur un point : elle supprimera 6% des vols prévus cet été pour pallier la surcharge de travail dénoncée par les travailleurs. Elle prétend ne pas pouvoir faire plus. Mais en refusant d'embaucher plus de personnel, et en prétendant qu'elle est en grande difficulté, la direction essaie surtout de faire oublier qu'elle a recommencé depuis fin 2021 à compter les bénéfices par millions, alors que l'État lui a versé 290 millions de soutien pendant la crise.

Mais les négociations ne s'arrêtent pas et les travailleurs espèrent bien obtenir une amélioration plus tangible de leurs conditions de travail, quitte à recommencer la grève !

Ryanair : la direction fait pression

Après trois jours de grève du personnel basé en Belgique, la direction de Ryanair a cherché à intimider les travailleurs en leur envoyant un mail : « *Cette grève ne fait rien d'autre que vous coûter de l'argent, et retarder la mise en place d'améliorations de vos conditions de travail* » en s'attaquant ensuite au syndicat. Ils entendent donc continuer à ne rien céder aux travailleurs.

Quels que soient les obstacles, cela ne fera qu'augmenter la détermination des prochains grévistes.

Centre logistique H&M de Ghlin : recul de la direction

Depuis début juin, des actions ont été menées par le personnel au centre logistique H&M de Ghlin, lassé d'être mené en bateau par la direction. Il n'y avait pas d'argent même pour quelques chèques repas, car c'était « risquer de mettre en péril l'équilibre financier de l'entreprise ». La prime de fin d'année des employés qui avaient été mis en chômage covid avait, elle, été amputée de 700 euros.

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Et puis ils ont appris qu'un cadre avait reçu une indemnité de départ de plus d'un million d'euros tandis que d'autres avaient bénéficié d'augmentations de salaire, de voitures de société et de carte essence.

Face à l'augmentation des prix, les travailleurs exigeaient une intervention dans leurs frais de déplacement ou une autre indemnisation pour faire face aux coûts de la vie. Après trois semaines d'action ponctuées d'arrêts de travail, de grèves et d'assemblées générales, la direction a fini par céder 20% d'augmentation des frais de déplacement et l'octroi de deux primes exceptionnelles par trimestre. Le début des soldes approchait et elle risquait de perdre bien plus !

De Lijn : crash préprogrammé



A partir de 2023, De Lijn pourra déterminer elle-même les prix qu'elle imposera aux usagers et « *un plus grand rôle sera accordé aux partenaires privés* ». Or, pour ces derniers, le transport de travailleurs devant se rendre au travail et d'étudiants devant se rendre aux cours n'est qu'un moyen de faire des profits.

Cela n'améliorera en rien le service, malmené par une baisse de 20% des moyens publics consacrés à De Lijn. Par contre, les usagers qui ont financé les transports par leurs impôts, paieront en plus les profits des « partenaires » privés !

Salmonelle chez Barry Callebaut

Un nouveau cas de salmonelle, découvert dans l'usine Barry Callebaut à Wieze, a stoppé la production de l'usine ainsi que celle de Neuhaus et The Belgian Chocolate Group. Les travailleurs des usines bloquées se retrouvent au chômage technique, perdant 30% de leur salaire. C'est le cas des 600 travailleurs de l'usine de Wieze, alors que le groupe Barry Callebaut a réalisé 222 millions de bénéfices nets durant les six derniers mois. Même quand aucun produit contaminé n'a été vendu, c'est encore les travailleurs qui subissent les conséquences de la production capitaliste malade !

BNP Paribas Fortis s'attaque aux salaires

La banque qui a réalisé 2,6 milliards de bénéfices l'an dernier voudrait modifier le système d'augmentation des salaires actuel.

Elle voudrait mettre en place un système favorisant encore plus les augmentations individuelles : de quoi diviser les travailleurs et augmenter la pression, vu que ces augmentations individuelles ne seraient accordées qu'à celles et ceux qui atteignent « certains objectifs ».

Partout, les salaires sont attaqués : les travailleuses et les travailleurs devront s'unir pour défendre leurs intérêts communs.

Brèves Audi Bruxelles :

La 2CV et l'Audi quattro (sport)

Grâce à l'indexation, la direction est obligée d'augmenter les salaires de 8,19%.

C'est peut-être mieux que rien, mais l'indexation ne prend pas en compte les prix des carburants et arrive alors que nos salaires sont dépassés par l'évolution des prix depuis de nombreux mois, un manque à gagner perdu pour toujours.

Alors ce qui ressemble à une augmentation, n'est même pas un rattrapage, c'est en fin de compte une baisse des salaires.

Réaction saine

Pour arriver à augmenter la production malgré le manque de personnel, la direction fait venir des intérimaires. Deux heures de formation et puis vas-y ! Certains ne résistent pas plus d'un jour à la furieuse envie de quitter cette maison de fous. On les comprend. Et en fait, si on déposait les outils et quittait nos postes avec eux ?

Histoire de respirer et réfléchir calmement, à combien de CDI la direction devrait signer pour qu'on revienne travailler…

L'index en mauvaise santé, mais pas prêt à mourir !

Les carburants ont été sortis du calcul de l'index en 1993 en même temps que l'alcool et le tabac, juste au moment où les prix du carburant flambaient, c'est la naissance du si mal nommé « index-santé ».

On peut manipuler l'index de multiples façons : quels produits sont pris en compte pour mesurer l'évolution des prix et quel poids leur est accordé dans le « panier de la ménagère » ? Une question décidée par des experts bien payés, à l'abri des regards.

Pas étonnant donc que les loyers ne comptent que pour 7,3%, alors qu'ils constituent souvent plus qu'un tiers, voire la moitié du budget d'un ménage ouvrier ! Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Aujourd'hui, alors que les travailleurs en ont le plus besoin, même cette indexation limitée des salaires est remise en cause par le patronat. Il va falloir la défendre… en la soumettant au contrôle des travailleurs eux-mêmes. Car qui connaît mieux le poids des prix qui montent dans le budget d'un ménage que les travailleurs eux-mêmes ?!

Projet de réforme fiscale : nous voilà avertis !

Le ministre des finances, Vincent Van Peteghem (CD&V) a demandé au Conseil supérieur des finances un rapport pour préparer « une vaste réforme fiscale ». Pour augmenter les salaires nets des travailleurs sans toucher aux profits des entreprises, les experts préconisent de baisser le taux d'imposition des salaires… en compensant le manque à gagner de l'État en prenant dans la poche des travailleurs.

Suppression des chèques repas, taxes sur la viande et les engrais agricoles (et donc sur les denrées alimentaires), relèvement de 6 à 10% de la TVA sur les légumes, le lait, les médicaments, de 21 à 22% pour les autres produits : plus besoin de se demander à quoi les salariés utiliseraient une pareille « augmentation » de leur salaire net.



Les experts prétendent « faire payer tout le monde » en demandant également une augmentation des impôts sur les revenus du patrimoine, une taxe de 30% sur les loyers, un impôt sur les bénéfices exceptionnels des producteurs d'électricité… Bien entendu, les riches et les grandes entreprises, grands maîtres de l'évasion fiscale, ne craignent rien. Les propriétaires, eux, pourront récupérer les 30% de taxes en augmentant les loyers.

Le seul mérite de ces « experts » est finalement d'avertir les travailleurs : il ne faut pas compter sur le gouvernement pour que les salaires augmentent. C'est donc dans les coffres des patrons qu'il faudra aller chercher l'argent.

La fin des chèques repas ?

Depuis longtemps, les chèques repas sont une aubaine pour les employeurs pour baisser le coût salarial. Non seulement le chèque repas n'est pas soumis à cotisations sociales, mais en plus il est fiscalement déductible pour le patron à hauteur de 20%. Pour les travailleurs, c'est un palliatif précaire à de véritables augmentations de salaires, qui ne sera pas pris en compte pour le montant des allocations sociales ou de la pension.

Mais leur suppression pure et simple, comme le suggèrent les experts du gouvernement, ne serait qu'un prélèvement supplémentaire dans le caddies des ménages ! Il n'y a pas à choisir : il faut se mobiliser pour se faire craindre et défendre les chèques repas, et surtout arracher les augmentations de salaires nécessaires.

Service public à la dérive

Avec les journées chaudes arrive la saison des déclarations fiscales. Beaucoup de travailleurs ont de mauvaises surprises, et notamment ceux qui ont connu du chômage temporaire dans l'année.

Or, le Service fédéral des Finances prévoit la fermeture de nombreux services d'impôt locaux. Pour contester un redressement fiscal ou pour demander l'échelonnement du paiement, il n'y a plus personne avec qui s'expliquer.

Les services spéciaux destinés aux riches et aux entreprises, qui les conseillent gratuitement comment « optimiser » leurs impôts, eux, ne sont pas concernés par la mesure.

Pour l'Etat, il y a ceux qu'il sert, et ceux qu'il fait payer.

La caisse de chômage au service du patronat

L'inventivité des experts économistes pour « secourir » les patrons est sans limite. Dans le panel de mesures présentées cette semaine au gouvernement, ils proposent le petit frère des chômages économique, puis Covid, puis Ukraine : le chômage énergétique ! Le principe est toujours le même : faire payer les salaires par l'État quand il n'est plus intéressant, vu les prix de l'énergie, de continuer à produire. A quand l'indemnisation permanente des patrons ?

Après des années de sous financement des hôpitaux

Les experts s'inquiètent d'une potentielle nouvelle vague de Covid. Le ministre de la santé, Frank Vandenbroucke (Vooruit), a déclaré : « Nous disons aux gens : pensez au personnel soignant et n'allez pas engorger les hôpitaux ». En clair, si vous êtes malade, ne vous faites plus soigner, ça coûte moins cher.

Commune d'Anderlecht : non aux suppressions d'emplois !

Pour faire des économies, le collège communal d'Anderlecht a décidé de supprimer des emplois utiles à la population. D'ici 2024, 91 temps plein ne seraient pas renouvelés.

A Anderlecht, comme dans d'autres communes populaires, les difficultés financières de la commune sont aggravées par la hausse des prix que provoquent les spéculateurs qui profitent de la guerre en Ukraine.

La suppression de ces emplois va rendre la vie encore plus difficile aux travailleurs de la commune qui sont déjà surchargés.

Au lieu de supprimer ces emplois utiles à la population, il faudrait prendre l'argent là où il est : sur les

comptes bancaires des actionnaires qui profitent de la spéculation et qui s'enrichissent sur le dos de la population !

Horeca : salaires insuffisants et conditions de travail inacceptables

Avec la fermeture des bars et des restaurants pendant le covid, beaucoup de travailleurs de l'Horeca n'avaient pas droit au chômage temporaire et ont dû trouver du travail dans un autre secteur.

Pour beaucoup d'entre eux ça été la fin d'un cauchemar : fini les patrons sans scrupules, fini les contrats temporaires et le travail au noir, fini les horaires coupés et tardifs ! Depuis la réouverture du secteur de l'Horeca, beaucoup d'entre eux ont préféré ne pas retourner travailler dans les bars, les restaurants, les hôtels...

Évidemment ça complique la vie de ces patrons car ils ont du mal à trouver du personnel aux salaires et conditions de travail qu'ils proposent ! Certains petits patrons surendettés de bars et restaurants rencontrent même de grosses difficultés. Mais ça, ce n'est pas la responsabilité des travailleurs. Au contraire ! Les sangsues et banques qui étranglent les petits patrons sont les mêmes qui font les poches des travailleurs.

Lorsque les travailleurs en arriveront à exproprier les banques, il faut espérer que ces petits patrons s'en souviendront et seront de leur côté.

Une inflation à 10 milliards

Selon le gouverneur de la Banque nationale de Belgique, la flambée des prix aurait coûté 10 milliards d'euros à la Belgique. Ce qu'il ne précise pas, c'est qu'elle n'a pas coûté un euro aux patrons, qui bien au contraire s'enrichissent comme jamais. Rectifions donc : en Belgique, la flambée des prix aura coûté 10 milliards aux travailleurs !

Les patrons se débrouillent bien... pour nous vider les poches !



Les économistes font mine de s'étonner de ce que les marges bénéficiaires des entreprises ne cessent d'augmenter malgré la pandémie, l'inflation et la guerre en Ukraine.

La plupart des grandes entreprises ont pu répercuter sur leurs clients les hausses de prix, et ont bénéficié de cadeaux de l'État. Mêmes les experts, pourtant peu loquaces quand il s'agit de critiquer le capitalisme, sont obligés de se rendre à l'évidence : plus de 50% des hausses de prix s'expliquent seulement par la hausse des profits.

Mettre au pas la jeunesse ouvrière



La ministre de la Défense, Ludivine Dedonder (PS), a annoncé un partenariat entre l'armée et les fédérations patronales de la construction, de la restauration et du transport, pour le recrutement et la formation de jeunes.

Il y aurait en Belgique 300 000 jeunes sans travail, sans formation ni expérience professionnelle. L'objectif de la ministre et des patrons est que l'armée recrute 10 000 de ces jeunes et se charge de leur donner « une formation de base » tout « en les initiant à la vie militaire ». Après quoi les recrues auraient « le choix » entre une carrière militaire ou tenter de trouver un emploi dans le civil.

Les parents de ces jeunes ont connu une époque où on était formé et encadré par des professeurs. Aujourd'hui, les généraux cherchent de la chair à canon pour les guerres qu'ils préparent, tandis que les patrons cherchent de la chair à exploitation pour remplacer les travailleurs qui ont déserté leurs mauvaises conditions de travail et leurs bas salaires.

Et pour comble, c'est une ministre qui se dit socialiste qui se charge d'attirer des jeunes travailleurs dans un pareil guet-apens !

Hypocrisie chez Ecolo

Fin juin, le Premier Ministre belge, Alexander de Croo, annonçait augmenter le budget de l'armement, jusqu'à 2% du PIB d'ici 2035. Ecolo considérait qu'il y avait d'autres priorités.

Sous la pression, le vice-Premier ministre Georges Gilkinet (Ecolo) n'a pas tenu longtemps : à l'issue d'un conseil des ministres, il a finalement donné son accord, après avoir soi-disant fait « bouger les lignes ».

Quelles lignes ? Gilkinet assure avoir instauré des « conditions » pour l'augmentation des budgets militaires : un ramassis de blabla ! Exemple : ne pas augmenter les dépenses militaires « au détriment d'autres priorités, comme la lutte contre le réchauffement climatique ou d'autres combats sociaux » ou « un retour sur investissement plus important pour le tissu industriel belge et européen ».

Les convictions d'un vice-Premier ministre Ecolo ne valent pas cher.

Insupportable !

Le représentant des patrons, Peter Timmermans, se dit catastrophé des possibles taux d'inflation de 10% à 15% attendus en automne.

Argument qu'il avance pour inciter le gouvernement à s'attaquer à l'indexation des salaires, une charge « insupportable » pour les entreprises, selon lui. Ainsi, il est prêt à pousser des millions de travailleurs vers la pauvreté pour augmenter les marges des entreprises.

Les capitalistes augmentent les prix, les patrons baissent les salaires, les travailleurs ne supporteront pas cela encore longtemps !

La crise ? quelle crise ?!



Selon le rapport du cabinet de consulting Capgemini, en 2021, la Belgique comptait 141 100 millionnaires en dollars, 7 500 millionnaires de plus qu'en 2020 ! Leur fortune collective a augmenté de 22 milliards de dollars, pour atteindre 362 milliards.

Rien que cette augmentation équivaut aux dépenses annuelles pour l'enseignement francophone et néerlandophone réuni !

Hausse des taux d'intérêt... dans l'intérêt des banques !

Avec la hausse des prix, c'est aussi la dette publique qui augmente à un rythme accéléré.

Or, si jusqu'ici l'augmentation de la dette était supportable car les taux d'intérêt étaient bas, la situation est en train de changer.

Avec la hausse des taux d'intérêt, le prix de l'emprunt va rapidement s'élever, et ce sont encore les travailleurs qui paieront les pots cassés, à coup de coupes budgétaires dans la santé, l'éducation, les infrastructures, etc.

L'impérialisme absent du banc des accusés

La justice française a condamné les auteurs et complices des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, sans que la politique de l'État français au Moyen-Orient ait été mise en cause ! Elle en est pourtant la principale responsable !

Les 131 morts et 400 blessés de ces attentats sont la suite de décennies d'interventions militaires des pays de l'OTAN, dont la Belgique et la France, au Moyen-Orient.

Les terroristes ont pu recruter des jeunes de banlieues de Bruxelles et de Paris pour commettre des attentats-suicide, en s'appuyant sur un sentiment de solidarité avec le sort des populations du Moyen-Orient, d'Afghanistan à l'Irak, de Syrie à la Palestine. Ce terrorisme aveugle et criminel fait écho à la violence sur ces peuples des pays impérialistes, dont la Belgique et la France.

Ce procès aiderait à tourner la page des massacres du 13 novembre ? Mais pour les populations du Moyen-Orient, rien ne change. Les pays impérialistes continuent d'y entretenir la violence et la guerre, et donc la genèse d'autres attentats !

Guerre meurtrière contre les pauvres

46 migrants morts dans un camion aux États-Unis, des dizaines tués à Melilla, à la frontière marocaine, 3 000 noyés en Méditerranée en 2021…: les prétendues démocraties tuent une partie de ceux qui fuient les guerres et la misère en tentant de les empêcher de passer

Libre circulation des migrants et réfugiés !

La barbarie « de gauche »



Vendredi 24 juin, à Melilla, au moins 37 migrants seraient morts en tentant de rejoindre le territoire espagnol. Des dizaines d'autres auraient été blessés, selon les ONG, sous les coups de la police marocaine ou en tombant des clôtures qui font plusieurs mètres de haut.

La police espagnole a été plus que complice en repoussant les migrants par ses charges et en laissant la police marocaine faire la suite du sale travail. Du côté marocain, les migrants arrêtés ont été parqués sur quelques mètres carrés, entassés les uns sur les autres, tabassés et laissés sans soins ni nourriture pendant des heures.

Pedro Sanchez, le Premier ministre socialiste d'Espagne, a remercié *« le travail extraordinaire de la gendarmerie marocaine »* qui, *« en coordination avec les forces de sécurité espagnoles »,* a essayé de freiner *« un assaut violent et organisé par les mafias qui trafiquent les êtres humains »*. Son gouvernement, qui se qualifie lui-même *« le plus progressiste de l'histoire »*, compte des ministres du parti Podemos et du Parti communiste mais il se montre aussi abject que les autres.

L'État équatorien à l'offensive

Le mouvement indigène équatorien (CONAIE) s'était mobilisé en masse durant le mois de mai, et avait réussi à bloquer une bonne partie du pays. Particulièrement dans la capitale Quito, où plus de 10 000 personnes ont occupé les rues pendant deux semaines, forçant le gouvernement à déclarer l'état de siège.

Leurs revendications portaient sur le coût de la vie, en particulier sur une baisse des taxes gouvernementales sur le pétrole, dont le prix a presque augmenté de 50% en un an, alors que c'est la principale ressource à l'exportation.

Le 30 juin, les leaders indigènes ont accepté, sous la médiation de l'Eglise catholique, un accord avec le gouvernement et appelé les manifestants à rentrer chez eux, même si la baisse du prix de l'essence ne sera que de 8%.

L'État équatorien s'attaque maintenant aux leaders du mouvement, sa figure de proue, Leonidas Iza, après avoir appelé à l'arrêt des manifestations, s'est fait arrêter pour « paralysie d'un service public ».

Révoltes au Sri Lanka

Voilà des mois que des dizaines de milliers de manifestants protestent quotidiennement face à l'effondrement de l'économie. Dépendant fortement du tourisme qui s'est effondré, le Sri Lanka s'est enfoncé dans la crise économique. Le pays n'a plus de réserves de devises étrangères et est incapable d'acheter essence et autres produits de première nécessité. Pour les travailleurs, c'est une catastrophe : écoles fermées, graves pénuries de nourriture, de carburant et de médicaments, inflation galopante, …

Face aux manifestations spontanées, l'État réagit par les fusillades. Samedi 9 juillet, les manifestants en colère ont fait fuir le président de sa résidence. Ils avaient déjà obtenu en mai la démission du chef du gouvernement, frère du président. Mais la population devra faire face à l'Etat et à ses forces armées.

La crise qui s'aggrave entraînera toujours plus de révoltes sur la planète. Il est vital que les exploités du monde entier se dotent d'une direction politique, d'un parti ayant la perspective de renverser la société capitaliste.

Royaume-Uni : la valse des pantins



Boris Johnson, Premier ministre, a été chassé par son parti, suite à une série d'affaires témoignant du mépris des dirigeants politiques pour les règles qu'ils imposent au reste de la population. Mais la vraie raison est la situation économique catastrophique du pays.

Avec 9,1%, l'inflation augmente plus vite que dans le reste de l'Europe, et le gouvernement a augmenté certaines taxes et reculé d'un an l'âge de la pension, plongeant plus de 100 000 personnes dans la misère par cette seule mesure. La pauvreté touche maintenant près de 30% des enfants britanniques.

Ce que les politiciens et leurs maîtres du grand patronat craignent, ce sont des ripostes de grande ampleur des travailleurs pour préserver leurs conditions de vie.

Une vague de grève a touché différents secteurs du pays, dans les transports avec le blocage du trafic à Londres, dans l'industrie avec quatre semaines de grèves à Caterpillar en Irlande du nord. Des travailleurs de British Telecom ont voté massivement en faveur d'une grève nationale, la première depuis 35 ans et les travailleurs de la Poste s'apprêtent à les suivre. Toutes ces grèves sont motivées par la défense du pouvoir d'achat.

La presse parle d'un possible « été de colère » en référence à une vague de grèves massives en 1978-1979 lors desquelles les travailleurs se sont battus pour obtenir des hausses de salaires, parfois de plus de 15%, pour contrer l'inflation.

Loin des jeux des politiciens affairistes, ce sont ces combats et ces grèves qui vont compter pour défendre les conditions de vie des familles de travailleurs.

Profits privés et pertes publiques

Le plus gros importateur de gaz en Allemagne, l'entreprise Unileper, menacé de faillite, demande à l'État allemand de venir à son secours.

À la suite des sanctions de l'Union européenne, les livraisons de gaz russe peu cher diminuent obligeant Unileper à acheter du gaz bien plus cher pour livrer ses clients.

Unileper a réalisé un bénéfice cumulé de plus de deux milliards d'euros sur les trois dernières années. Et quand le CEO s'adresse à ses actionnaires, il relativise les difficultés et déclare que Unileper n'est « pas proche de l'insolvabilité ».

Quoi qu'il en soit, c'est une fois de plus des capitalistes qui se sont gavés de profit lors des bonnes années qui maintenant utilisent leur gouvernement pour faire éponger leurs pertes par les contribuables.

A qui appartient le « blé ukrainien » ?

Ces dernières semaines, il était beaucoup question du « blé ukrainien » qui ne peut pas être exporté et vendu à cause de la guerre. Mais à qui appartient ce « blé ukrainien » ?

Jusqu'en 1990 et la fin de l'Union soviétique, les champs ukrainiens étaient la propriété collective des

coopératives rurales ou de l'État. Et même après, les terres ne pouvaient pas être vendues à des entreprises étrangères. Malgré cela, de grands groupes agricoles occidentaux ont réussi, par des voies détournées, à louer peu à peu des centaines de milliers d'hectares des terres les plus fertiles d'Ukraine.

En juillet 2021, le président Zelensky a fait voter - contre la volonté de 65% de la population - une loi qui autorise les groupes occidentaux à acheter des terres et leur donne même un droit de préemption sur les terres déjà louées. Depuis lors, une grande partie du blé ukrainien est en réalité le blé des grands groupes occidentaux.

Voilà pourquoi il est si important pour les chefs d'Etat occidentaux de faire sortir le blé d'Ukraine et éviter qu'il tombe entre les mains de l'armée russe. Ce n'est pas la crainte de la famine en Afrique qui les motive, mais celle que leurs profits ne rentrent pas.

Le capitalisme affame

Des centaines de millions de personnes souffrent quotidiennement de malnutrition.

Depuis le début de l'année, la hausse vertigineuse des prix alimentaires rend leur situation encore plus catastrophique. Des dizaines de millions d'entre eux sont au bord de la famine. Le plus souvent c'est parce qu'ils vivent dans des pays où la guerre a chassé les agriculteurs ce qui fait qu'ils dépendent maintenant des marchés mondiaux pour acheter leur nourriture.

Pourtant il n'y a pas de pénurie de nourriture. La production mondiale est plus que suffisante pour nourrir tout le monde. La seule cause de la malnutrition et de la famine c'est la répartition des produits sous le capitalisme !

Ce système barbare condamne à la mort ceux qui ne peuvent pas payer les prix imposés par les spéculateurs, il faut le renverser !

Famine : les tueurs de masse sont connus



L'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a confirmé que malgré la guerre en Ukraine et le blé qui y est bloqué, il n'y a pas de pénurie alimentaire.

L'augmentation insensée des prix et la crise alimentaire ont d'autres raisons. La première c'est que les quatre multinationales qui contrôlent 80% du marché spéculent sur la hausse des prix et plongent délibérément des millions de personnes dans la famine.

Les noms de ces tueurs de masse sont connus : Archer-Daniels-Midland, Cargill, Bunge et Louis Dreyfus.

L'année passée la société Cargill avait déjà réalisé des bénéfices record et distribué 1,13 milliard de dollars de dividendes à ses actionnaires, presque tous membres de la même famille. À elle seule, la famille Cargill compte 12 milliardaires. Ils étaient 8 avant la pandémie.

Pour faire plus de profits, les capitalistes qui contrôlent ces multinationales affament délibérément les parties les plus pauvres de la population mondiale. Le seul moyen de mettre fin aux famines, c'est d'exproprier ces grands groupes pour les mettre sous le contrôle des travailleurs.

Sécheresse en Italie : l'irresponsabilité capitaliste

Dans plusieurs régions d'Italie, l'urgence sécheresse a été décrétée. Dans la plaine du Pô, région la plus fertile du pays, la situation est dramatique, le fleuve est réduit à un filet d'eau.

En 2012, des scientifiques faisaient état d'un triplement de la vitesse de l'assèchement des sols depuis les années 1990 en relation avec le réchauffement du climat. Ils préconisaient des investissements urgents dans un réseau de réservoirs et d'étangs pour capter l'eau en période de pluie, et la relâcher en période de pénurie, pour contrer la désertification qui menace 27% des terres agricoles du pays.

Mais rien n'a été fait. Pire : l'Italie investit moitié moins dans l'entretien des réseaux hydrauliques que la moyenne des pays européens. En moyenne, 30% de l'eau injectée dans ces réseaux vétustes est perdue en cours de route. Pour certaines villes du Sud, la perte s'élève à 50% et plus.

S'y ajoute l'intensification de l'agriculture, grande consommatrice d'eau, notamment dans la plaine du Pô. Les cultures sont choisies non pas en fonction des besoins et des contraintes, mais pour les gros profits qu'espèrent les grands propriétaires et les sociétés agroalimentaires.

La population est maintenant sommée de réduire sa consommation au strict minimum. Le maire d'une commune près de Bologne interdit par exemple de rincer deux fois les cheveux chez les coiffeurs, menacés de sanctions entre 25 et 500 euros en cas d'infraction.

La crise climatique arrive et rend encore plus urgent d'arracher le fonctionnement de la société à l'égoïsme capitaliste !

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !